

Révision

1. Pourquoi les Soviétiques ont-ils tenté d'installer des bases de missiles à Cuba ?
2. Nomme les moyens que Kennedy a employés pour forcer le retrait des missiles.
3. Comment a-t-on résolu la crise des missiles de Cuba ?
4. Qu'est-ce qui a entraîné l'intervention américaine au Viêtnam ?
5. Pourquoi était-il difficile pour les États-Unis d'obtenir une victoire militaire au Viêtnam ?
6. a) Pourquoi la population américaine a-t-elle été si profondément divisée à propos du Viêtnam ?
b) Quel rôle ont joué les jeunes dans l'opposition à la guerre ?
7. Pourquoi l'Union soviétique a-t-elle déployé des troupes en Afghanistan ?
8. Dans quelle mesure peut-on comparer le rôle de l'Union soviétique en Afghanistan avec celui des États-Unis au Viêtnam ? Explique ta réponse.

La détente

Les relations américano-soviétiques ont cependant connu des périodes d'accalmie. Sous Brejnev, l'Union soviétique a manifesté sa volonté de résoudre différents contentieux avec l'Ouest. En 1973, l'Union soviétique s'est finalement entendue avec les États-Unis pour l'admission de l'Allemagne de l'Est et de l'Allemagne de l'Ouest aux Nations Unies en tant qu'États distincts. Brejnev a également indiqué qu'il consentirait à la proposition américaine d'entamer des pourparlers en matière de limitation des armements en échange d'une participation des États-Unis à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), parrainée par les Soviétiques. C'est ainsi qu'ont été signés l'accord SALT I en 1972 et l'accord d'Helsinki en 1975. Ces ententes, réalisées pendant les années 1970, sont des exemples de politique de détente.

La détente n'a pas mis fin à la « guerre froide » ; les États-Unis et l'Union soviétique ont poursuivi leur lutte pour la suprématie mondiale. Il y avait néanmoins une différence importante : toutes les superpuissances étaient déterminées à éviter des affrontements comme celui de la crise des missiles cubains en 1962. Ainsi, au cours de

cette période, les États-Unis et l'Union soviétique ont établi des canaux de communication, tenu d'importantes rencontres au sommet et signé un nombre important de traités, particulièrement en matière de limitation des armements. Il y avait également entre les deux pays un accord tacite : chacun respecterait la sphère d'influence de l'autre.

En marge de la détente politique et militaire, il y a eu une « détente économique » informelle. Brejnev et les dirigeants soviétiques étaient conscients de la demande croissante de produits occidentaux au sein du bloc soviétique. Ils ont donc entrouvert la porte aux produits et aux investissements étrangers. L'Allemagne de l'Ouest et les banques françaises ont alors fait des investissements massifs en Europe de l'Est. L'Italie a ouvert une usine Fiat en Russie et, à la fin des années 1970, les États-Unis et le Canada sont devenus les plus importants fournisseurs de céréales de l'Union soviétique.

LA COURSE AUX ARMEMENTS ET LEUR CONTRÔLE

La crise des missiles cubains avait montré aux Soviétiques leur infériorité sur le plan de la puissance navale face aux États-Unis. À Cuba, la marine soviétique avait refusé l'affrontement.

Une décennie de détente : les points saillants

Année	Accord	Termes de l'accord
1971	La République populaire de Chine fait son entrée à l'ONU.	<ul style="list-style-type: none"> Les États-Unis acceptent la présence de la Chine continentale à l'ONU et l'octroi d'un siège au Conseil de sécurité, avec droit de veto sur les décisions.
1972	Sommets de Beijing et de Moscou	<ul style="list-style-type: none"> Nixon se rend en Russie et en Chine et instaure une nouvelle politique de détente.
1972	SALT I	<ul style="list-style-type: none"> Nixon et Brejnev concluent une entente sur la limitation des armements stratégiques (SALT I). C'est le premier accord sur la limitation des armements depuis le début de la « guerre froide ». Le traité restreint le nombre de missiles détenus par chaque superpuissance. Il ouvre la voie à d'autres pourparlers sur la limitation des armements.
1973	L'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest font leur entrée à l'ONU.	<ul style="list-style-type: none"> La coopération américano-soviétique permet aux « deux Allemagnes » de siéger à l'ONU.
1975	Conférence d'Helsinki	<ul style="list-style-type: none"> Trente ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, 35 pays européens plus le Canada, les États-Unis et l'URSS signent un pacte sur la sécurité et la coopération en Europe. Le pacte reconnaît les frontières d'après-guerre de l'Europe (une demande soviétique). Les Soviétiques s'engagent à promouvoir les droits et libertés de la personne (une demande américaine). On accroît la coopération dans les domaines du commerce, de la science et de la technologie.
1979	SALT II	<ul style="list-style-type: none"> Renouvellement et extension de l'accord SALT I Le retour des tensions de la « guerre froide », après l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, amène le Congrès américain à refuser la ratification finale du traité.

Les forces de l'Armée rouge étaient surtout concentrées en Europe. L'URSS ne possédait pas de marine ni d'aviation capables de rivaliser avec celles des États-Unis, pas plus qu'elle ne possédait une force nucléaire comparable à la puissance de frappe américaine. Pour remédier à ces lacunes, l'URSS a mis au point deux stratégies, l'une diplomatique et l'autre militaire. Sur le front diplomatique, l'URSS a fait la promotion de la détente dans le but d'éviter un autre affrontement direct avec les États-Unis. Sur le front militaire, les Soviétiques ont travaillé à accroître leur puissance dans l'air et sur les mers.

Les États-Unis avaient déduit des choses fort différentes de la crise des missiles cubains. Ils étaient désormais persuadés que les Soviétiques étaient extrêmement puis-

sants. La mise à feu d'un **missile balistique intercontinental (ICBM)** soviétique et le lancement du premier satellite *Sputnik*, en 1957, ont renforcé ce mythe. Mais la réalité était tout autre : Les Soviétiques étaient même incapables d'abattre les avions espions *U-2* qui survolaient leur territoire à une altitude de 25 000 m. En quatre ans, ils ont abattu un seul appareil (en 1960), et seulement après avoir perdu de l'altitude en raison d'ennuis de moteur. Cette incapacité des services de renseignements à évaluer correctement la puissance militaire soviétique reste encore inexpiquée à ce jour. Toutefois, le **complexe militaro-industriel** américain utilisait la menace d'une puissance soviétique supérieure comme argument massue pour augmenter les dépenses en armements.

Figure 5.19

Parmi les accords mentionnés ci-dessus, nomme ceux qui portent sur l'utilisation ou la mise au point d'armes nucléaires.

Plus tragique encore, on estime que 50 000 anciens combattants américains du Vietnam se sont suicidés après leur retour au pays. Un nombre plus grand encore a été aux prises avec des problèmes de toxicomanie ou des blessures psychologiques subies pendant la guerre. Sur le plan financier, cet effort de guerre a coûté plus de 150 milliards de dollars aux États-Unis.

Parmi la population vietnamienne des deux camps, les pertes ont été encore plus terribles, bien qu'elles soient difficiles à vérifier. Il y a certainement eu plus de un million de morts parmi les Vietnamiennes et les Vietnamiens ; la moitié de ces morts était des civils. Des centaines de milliers de personnes ont cherché refuge dans d'autres pays, souvent hostiles. Les économies des deux Vietnam ont été ravagées ; l'agriculture, les forêts et les pêcheries ont été dévastées.

La participation des États-Unis à la guerre du Vietnam n'a pas permis de contenir le communisme dans ce pays, ni ailleurs dans l'Asie du Sud-Est. En fait, la guerre a montré que la politique d'endiguement par la force était inefficace et que la puissance militaire américaine n'était pas invincible. De plus, le prestige et la popularité des États-Unis, de même que le soutien accordé à ses politiques, se sont érodés dans plusieurs pays du monde.]

Pour les États-Unis, les conséquences les plus graves se sont peut-être fait sentir à l'intérieur même du pays. Les dépenses astronomiques en armements ont sapé l'économie américaine et l'ont rendue plus dépendante des contrats de défense pour créer des emplois et générer des bénéfices. À la fin de la guerre, l'économie est entrée en récession et l'inflation a fait rage. La guerre a altéré l'image que beaucoup d'Américaines et d'Américains avaient d'eux-mêmes en tant que nation. Elle a aussi diminué leur confiance envers leur gouvernement, leurs politiciens et leur pays.

POINT CHAUD : L'AFGHANISTAN

L'Afghanistan occupait une position stratégique entre l'Union soviétique, le Pakistan et l'Iran. Avant la Deuxième Guerre mondiale, pendant près d'un siècle, l'Empire britannique a lutté pour maintenir son influence dans la région, d'abord contre la Russie impériale, puis contre l'URSS. L'Afghanistan a donc été envahi à plusieurs reprises. Toutefois, aucune puissance étrangère n'est parvenue à dominer de façon prolongée le peuple afghan, farouchement indépendant.

« Ce que les Américains ont perdu au Vietnam, c'est leur sens moral. »

(Traduction libre.)

— Barbara Tuchman, historienne américaine



Figure 5.18

En 1979, pendant l'invasion soviétique en Afghanistan, des gens se fraient un passage à travers les montagnes pour se réfugier au Pakistan. En 2001, c'est la guerre américaine contre le terrorisme qui a de nouveau poussé les Afghanes et les Afghans à fuir leur pays.

Entre 1945 et 1978, l'Afghanistan a été une monarchie qui s'est transformée en république après un coup d'État. Les deux régimes dépendaient de l'aide soviétique, mais ils ont quand même cherché à créer des liens avec les gouvernements pro-occidentaux du Pakistan et de l'Iran. Entre 1973 et 1978, le gouvernement dirigé par Mohammed Daoud était dictatorial et répressif. Il était fortement contesté par des factions de gauche et de droite.

En 1978, le Parti communiste d'Afghanistan a pris le pouvoir et a banni tous les autres partis politiques. L'Union soviétique a reconnu immédiatement le nouveau régime et a envoyé 85 000 soldats pour le soutenir. Mais le gouvernement communiste était impopulaire, en partie à cause de ses réformes politiques radicales, qui mécontentaient les petits propriétaires et offensaient les croyances religieuses des personnes musulmanes. Pendant que des factions rivales s'affrontaient à l'intérieur même du gouvernement, des rebelles non communistes ont fomenté une révolte dans les montagnes environnantes. Des unités de l'armée afghane ont alors commencé à rejoindre les rangs des insurgés. Il est devenu évident que les communistes afghans n'étaient plus en mesure de mater la rébellion et d'exécuter les ordres de Moscou.

En décembre 1979, les Soviétiques ont envahi le pays et ont aussitôt installé au pouvoir un dirigeant de leur choix, Babrak Kármal. Au même moment, les fondamentalistes islamiques ont pris le pouvoir en Iran et au Pakistan. Les Soviétiques ont craint que ces pays soutiennent les fondamentalistes d'Afghanistan, ce qui risquait de déstabiliser les républiques voisines de l'Union soviétique, où vivaient 50 millions de personnes de religion musulmane. L'URSS cherchait également à conserver sa position dominante dans la région, et elle voyait dans la République de Chine un rival potentiel.

Pendant les 10 années qui ont suivi, les *moudjahidin* antigouvernementaux (« combattants de la guerre sainte ») ont livré une

guérilla aux troupes afghanes armées par l'URSS et appuyées par les chars d'assaut et les avions de l'armée soviétique. En 1982, les Soviétiques ont lancé une vaste offensive contre les rebelles, mais sans succès. Dans un futile effort pour briser — ou à tout le moins contenir — la rébellion, l'Union soviétique a dépêché des centaines de milliers de soldats. Les troupes soviétiques contrôlaient les quelques villes afghanes, mais les *moudjahidin* régnaient en maîtres dans l'arrière-pays. On a dit de ce conflit qu'il était la guerre du Viêtnam des Soviétiques.

La guerre d'Afghanistan a attisé les tensions entre l'Union soviétique et l'Occident. Les États-Unis ont appuyé les rebelles de façon non officielle ; en 1986, l'aide militaire fournie totalisait plus de trois milliards de dollars. En guise de protestation contre l'intervention soviétique, les États-Unis ont interrompu les exportations de céréales vers l'URSS et ont boycotté, avec le Canada et plus de 30 pays, les Jeux olympiques de Moscou de 1980.

À la fin des années 1980, le nouveau président soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a modifié de façon radicale la politique étrangère soviétique. Devant l'opposition croissante à la guerre au sein de la population et les problèmes intérieurs grandissants, Gorbatchev a annoncé que l'Union soviétique renonçait à imposer ses politiques aux pays voisins et retirait l'Armée rouge d'Afghanistan. Pendant que le gouvernement communiste afghan était rapidement balayé par les rebelles, le pays a sombré dans des conflits séculaires d'ordre religieux, ethnique et politique. Après le retrait soviétique, l'Afghanistan est passé aux mains des talibans, des fondamentalistes islamiques reconnus pour leur forte opposition aux idées et à la culture occidentales. Le régime taliban a offert abri et soutien à une grande variété de mouvements terroristes, y compris Al-Qaïda, le groupe qui a orchestré l'attaque du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone (voir le chapitre 12).

La « guerre froide » pendant les années 1980 : la période Reagan

Ronald Reagan a été élu président des États-Unis en 1980. Étant donné que la détente restait suspecte à ses yeux, il a préféré adopter une position de force pour relever le défi soviétique. Son administration a donc poursuivi le renforcement de la puissance militaire américaine.

Pendant les trois premières années du mandat de Reagan, les dépenses militaires ont augmenté de 40 %. En 1982, le budget de la défense s'élevait à 182 milliards de dollars. En 1985, il totalisait 300 milliards de dollars, ce qui était plus élevé que le PNB de beaucoup de pays pauvres et que le budget total du gouvernement fédéral canadien. Reagan a également lancé un ambitieux projet de haute technologie afin de créer un système de défense de type *Guerre des étoiles*, capable d'assurer la suprématie militaire américaine sur l'Union soviétique.

Ce système, appelé « Initiative de défense stratégique » (IDS), était censé comprendre un bouclier d'armes au laser capables de détruire dans l'espace les missiles lancés par les Soviétiques. Ce concept était séduisant mais irréalisable. Par exemple, l'IDS aurait été inefficace contre les **missiles de croisière** (on lance ces missiles nucléaires autoguidés à partir d'un avion et on les programme pour détruire une cible précise) volant à basse altitude. Il y avait aussi les centaines de missiles qu'on pouvait cacher dans des sous-marins et qui étaient capables d'asséner un coup fatal. Après avoir dépensé des milliards de dollars pour faire fonctionner le système, on a discrètement abandonné le projet.

Les années de pouvoir de Reagan ont également été marquées par des interventions en Amérique latine. Pendant que les Soviétiques maintenaient une poigne de fer sur les pays d'Europe de l'Est pour s'assurer la coopération des régimes communistes, les États-Unis désiraient vivement freiner l'expansion de ces régimes dans l'hémisphère occidental.

L'AMÉRIQUE LATINE

À la fin du XIX^e siècle, les gouvernements d'Amérique latine ont entrepris un vaste effort de modernisation. À court de ressources financières, ils avaient sollicité les capitaux des grandes nations industrielles d'Europe. Des pans entiers de l'économie d'Amérique latine sont ainsi tombés entre les mains d'entreprises étrangères. L'influence de ces entreprises sur l'économie leur permettait de dicter des politiques et des projets de développement conformes à leurs intérêts plutôt qu'à ceux des pays hôtes et de leur population. Au début du XX^e siècle, en Amérique latine, l'impérialisme politique a été remplacé par **l'impérialisme économique**.

Pendant les années 1960, à cause de l'incapacité des gouvernements démocratiques et des **juntas** militaires à changer la situation, des mouvements de guérilleros révolutionnaires ont fait leur apparition à travers l'Amérique latine. Les guérilleros exigeaient des réformes radicales dont la nationalisation des ressources naturelles et la redistribution des terres.

Pendant la « guerre froide », de nombreux mouvements révolutionnaires de



Figure 5.20

L'intervention des militaires américains dans des pays d'Amérique latine comme la Grenade (en 1983) a soulevé la controverse. Pourquoi les États-Unis ont-ils envoyé des troupes dans cette petite île ?

« Tous les gens vivant dans cet hémisphère ont droit à une vie acceptable. Empêcher une révolution pacifique équivaut à rendre inévitable une révolution violente. »
(Traduction libre.)

— John F. Kennedy (1961)

gauche ont bénéficié du soutien militaire ou financier de l'Union soviétique. Les États-Unis considéraient l'influence soviétique dans la région comme une menace à la sécurité et aux intérêts américains. La perte de Cuba au profit des Soviétiques a ravivé les craintes d'une propagation du communisme dans toute l'Amérique latine.

En 1961, le président américain John F. Kennedy a lancé une **alliance pour le progrès** (*Alliance for Progress*), un programme de plusieurs milliards de dollars destiné à promouvoir la démocratie et le développement économique en Amérique latine. Au départ, le programme a affiché de modestes résultats en matière de construction d'écoles et d'hôpitaux. Pendant les années 1970, on a peu à peu oublié le volet développement économique. On a préféré donner aux gouvernements une assistance militaire pour les aider à combattre les guérilleros révolutionnaires de gauche. L'aide militaire américaine s'est poursuivie tout au long des années 1970 et 1980. On a

expédié de généreuses cargaisons d'armes dans des pays comme le Honduras, le Salvador et le Nicaragua. Les États-Unis sont également intervenus directement en Amérique latine : ils ont notamment envahi la Grenade en 1983 pour y renverser le gouvernement marxiste, et ils ont arrêté le dictateur panaméen Manuel Noriega en 1989.

Le Nicaragua

Le Nicaragua est un exemple de pays d'Amérique latine que les superpuissances ont manipulé subtilement et ont utilisé tel un pion dans la « guerre froide » qu'elles se livraient. En 1979, le dictateur de droite du Nicaragua, Anastasio Somoza, a été renversé par les sandinistes de gauche. Les sandinistes tiraient leur nom d'un populaire leader nationaliste anti-américain, Cesar Sandino, assassiné en 1934.

Or, étant donné la corruption du régime Somoza, le président américain Carter ne s'est pas ému outre mesure de sa chute.

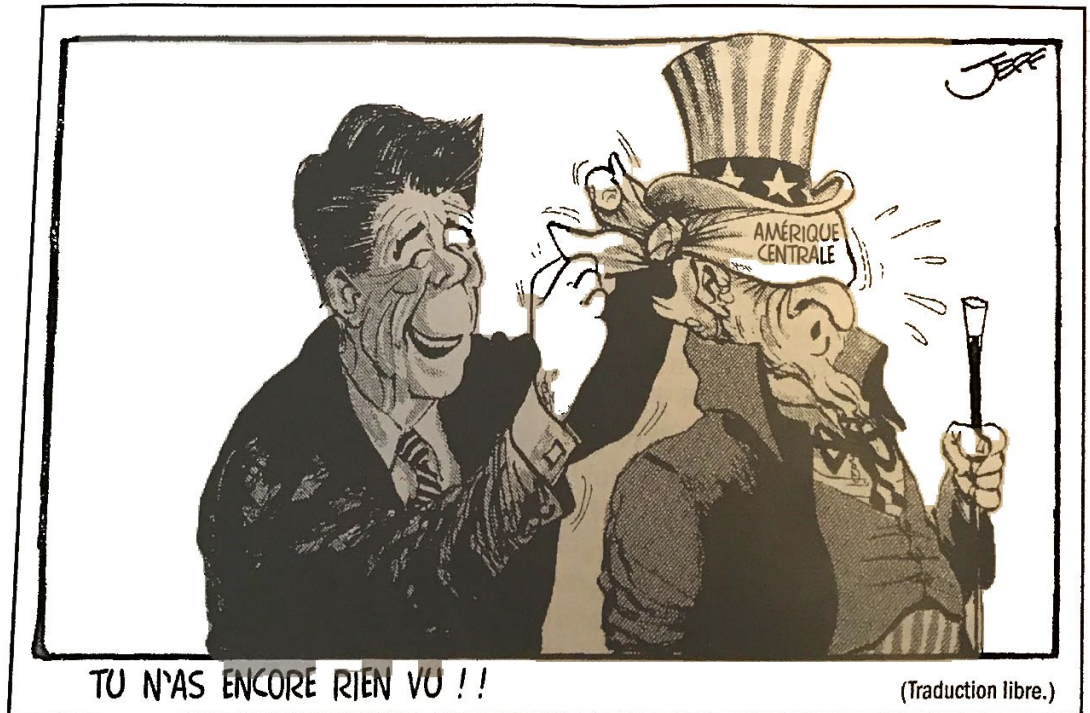


Figure 5.21

Cette caricature dénonce le financement secret des rebelles de la Contra au Nicaragua bien que le Congrès ait arrêté tout financement officiel. Reagan était déterminé à mettre fin à ce qu'il considérait comme une menace communiste au Nicaragua.

Toutefois, l'adversaire de Jimmy Carter à l'élection présidentielle de 1980, Ronald Reagan, a déclaré qu'il s'agissait d'un « coup d'État des sandinistes marxistes », et il a promis d'« appuyer les efforts du peuple du Nicaragua pour établir un gouvernement libre et indépendant ». Reagan a remporté l'élection de 1980 et a immédiatement amorcé une campagne pour renverser le gouvernement sandiniste. L'usage délibéré de la puissance économique et militaire des États-Unis pour stopper l'expansion du communisme en Amérique latine a été baptisé la **doctrine Reagan**.

Au début, les États-Unis ont employé la voie diplomatique pour contraindre le gouvernement sandiniste à faire des changements. Les dirigeants américains espéraient que la menace d'une intervention militaire accompagnée d'une promesse d'aide inci-

terait le Nicaragua à rompre ses liens avec l'Union soviétique. Cependant, l'approche américaine s'est rapidement durcie, et on a choisi la solution militaire. À l'automne 1981, on a expédié des armes aux rebelles anti-sandinistes de la **Contra**.

Tout au long des années 1980, le Nicaragua a vécu dans la tourmente. En 1984, le gouvernement sandiniste dirigé par Daniel Ortega a remporté des élections libres et honnêtes avec une large majorité. Cela n'a toutefois pas empêché les États-Unis et les forces de la **Contra** de poursuivre la lutte pour renverser le gouvernement. Finalement, en 1990, une coalition formée de partis d'opposition, l'Opposition unie du Nicaragua, a remporté une victoire surprise contre le gouvernement sandiniste. Les États-Unis ont facilité cette victoire de l'opposition avec une aide d'environ 26 millions de dollars.

Révision

1. Que signifiait la détente dans le contexte de la « guerre froide » ?
2. Nomme trois moments forts qui illustrent la détente.
3. À la lumière du budget des dépenses militaires, décris la stratégie de Reagan concernant l'Union soviétique.
4. Quelle est la différence entre l'impérialisme politique et l'impérialisme économique en Amérique latine ?
5. Qu'est-ce que le programme *Alliance for Progress* ? Comment ses objectifs ont-ils changé pendant les années 1970 et 1980 ?
6. Pourquoi les États-Unis voyaient-ils le gouvernement sandiniste du Nicaragua comme une menace ?

Résumé

En 1950, le monde était divisé en deux camps hostiles ; chacun possédait une idéologie différente et des armes nucléaires. Pendant les 40 années qui ont suivi, les superpuissances se sont affrontées indirectement, par exemple au Viêtnam et en Afghanistan. À d'autres moments, l'affron-

tement a été direct, comme à l'occasion de la crise des missiles cubains. Si la détente a favorisé une atmosphère plus conciliante entre les superpuissances, la menace nucléaire est toujours restée présente. Le spectre d'une troisième guerre mondiale dont peu de gens sortiraient vivants restait gravé dans l'esprit des leaders de chaque camp.

Survol

Ce chapitre débute avec les changements dramatiques qui ont eu lieu pendant six mois seulement et qui ont littéralement changé le monde. Le principal instigateur de ces changements a été Mikhaïl Gorbatchev, qui a pris la tête de l'Union soviétique en 1985. Il a lancé une série de réformes qui ont mené en 1991 à la dissolution de l'URSS et à la fin de la « guerre froide ».

Quand Gorbatchev a déclaré que les populations d'Europe de l'Est étaient libres de choisir leur propre système politique et économique, ce fut la fin de la « guerre froide ». Dès 1990, des élections libres ont été organisées, le mur de Berlin est tombé et les deux Allemagnes se sont réunifiées. Avec l'effondrement du communisme en Europe de l'Est, le régime communiste de l'Union soviétique a lui

aussi commencé à se lézarder. Une fois le processus enclenché, les événements se sont enchaînés à un rythme accéléré. Une par une, les républiques soviétiques ont déclaré leur indépendance et, du jour au lendemain, la carte politique de l'Europe s'est transformée.

La fin de la « guerre froide » n'a pas réglé tous les problèmes. Une période d'instabilité a suivi alors que divers pays et groupes ethniques, libérés du joug soviétique, ont réclamé leur liberté. Dans certains cas, par exemple dans l'ancienne République socialiste soviétique d'Ukraine, la transition vers l'indépendance a été joyeuse et sans heurts. Toutefois, dans d'autres cas, comme en Yougoslavie, la transition a dégénéré en guerre ouverte entre divers groupes ethniques.

Questions clés

1. Qu'est-ce qui a causé l'effondrement de l'Union soviétique ?
2. Décris les répercussions des politiques de Gorbatchev sur l'Union soviétique et les pays de l'Est.
3. Dans quelle mesure la Russie a-t-elle changé depuis l'effondrement du communisme ?
4. Quels facteurs ont mené à la désintégration de la Yougoslavie ?

La révolution Gorbatchev

La transformation radicale de l'Union soviétique a été remarquablement rapide et pacifique, si rapide en fait que l'Occident a été pris de court. Après 40 années de rivalité et d'hostilité, l'Occident est resté méfiant quant aux promesses du nouveau dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev. S'agissait-il d'un nouvel épisode de la détente ou d'un changement plus fondamental ? Tandis que Gorbatchev multipliait les initiatives de paix, les États-Unis ont prudemment cherché à mieux comprendre les nouvelles politiques soviétiques. Les attitudes traditionnelles de la « guerre froide », adoptées par le président américain Ronald

Reagan et par son successeur George Bush, ont alors semblé dépassées. L'Union soviétique n'était plus l'ennemie, et le monde n'était plus divisé en deux camps armés. La coopération semblait être le nouveau mot d'ordre des relations américano-soviétiques.

LES INITIATIVES DE PAIX

À 54 ans, Gorbatchev représentait une nouvelle génération de dirigeants du Parti communiste ; il était plus jeune, plus instruit et plus ouvert. Après avoir pris la direction de l'Union soviétique, en mars 1985, il a pris une série d'initiatives de paix radicales. Jusqu'alors, en matière de sécurité internationale, les États-Unis et l'Union soviétique avaient discuté de paix tout en

continuant à préparer la guerre. Gorbatchev a mis l'Occident au défi de faire cesser la course aux armements.

L'Union soviétique avait des raisons d'ordre économique pour tenter de mettre fin à la course aux armements. Au début des années 1980, pendant la présidence de Ronald Reagan, les États-Unis, profitant de leur puissance économique, avaient haussé leurs dépenses militaires de 40 %. De leur côté, les Soviétiques consacraient déjà 25 % du produit intérieur brut (PIB) aux dépenses militaires, et cette portion pesait lourd sur leur économie. Pour améliorer le niveau de vie de la population, Gorbatchev devait réduire les dépenses militaires.

Aux Nations Unies, Gorbatchev a annoncé une réduction unilatérale des



Figure 7.1

En 1988, l'Union soviétique a retiré ses troupes d'Afghanistan, car Gorbatchev procédait à une réduction des forces militaires soviétiques. Cet événement a été perçu comme le signal d'un changement important dans la politique étrangère soviétique. Pourquoi cette guerre a-t-elle été surnommée le « Viêtnam soviétique » ?

forces armées soviétiques, y compris une baisse substantielle des effectifs stationnés en Europe de l'Est. Puis, en 1988, l'Union soviétique a commencé à retirer ses troupes d'Afghanistan. La guerre d'Afghanistan avait été surnommée le Viêtnam des Soviétiques, car le conflit s'enlisait depuis des années sans espoir de véritable victoire. L'armée soviétique affrontait une guérilla armée par les États-Unis et qui se fondait dans la population locale. La guerre d'Afghanistan s'était transformée en désastre militaire et politique pour l'URSS, et Gorbatchev avait décidé de lâcher prise.

Les négociations sur le désarmement, qui avaient commencé en 1986, ont soudain débouché sur des ententes. Les États-Unis et l'Union soviétique ont signé un traité qui prévoyait la destruction de tous les missiles nucléaires de courte ou moyenne portée. En 1990, les membres du pacte de Varsovie et de l'OTAN ont signé le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, lequel réduisait grandement leurs effectifs militaires en Europe.

LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

Les initiatives de paix de Gorbatchev étaient révolutionnaires, mais son programme de réformes ne s'est pas arrêté là. Dès qu'il a pris le pouvoir, en 1985, Gorbatchev a fait face à une situation économique qui se détériorait rapidement. La priorité accordée aux dépenses militaires pendant la « guerre froide » avait affaibli l'économie soviétique. Ce fardeau financier menaçait la stabilité de l'Union soviétique. Il était devenu évident pour Gorbatchev que la principale menace qui pesait sur l'Union soviétique n'était pas une invasion de l'Occident, mais un effondrement économique.

La détérioration de la situation économique était amplifiée par la nature même du régime communiste.

La garantie de plein emploi combinée à l'absence de mesures incitatives n'encourageaient pas suffisamment l'innovation technologique, la compétence et l'efficacité. Par exemple, dans le secteur agricole, c'était des fonctionnaires qui, souvent, ne

possédaient ni expérience ni compétence en agriculture qui prenaient les décisions. Il en a résulté une agriculture improductive. Lorsqu'on comparait les fermes privées aux fermes collectives, les premières, qui ne représentaient que 4 % des terres consacrées à l'agriculture, produisaient pourtant 25 % de la récolte totale du pays. Le secteur agricole privé était de toute évidence beaucoup plus productif que les fermes gouvernementales.

En 1986, Gorbatchev a annoncé au cours du XXVII^e congrès du Parti communiste que le pays était au bord d'un gouffre économique. Gorbatchev a expliqué que le système en vigueur était trop inefficace et rigide pour combler les besoins des gens et pour permettre à l'Union soviétique d'être concurrentielle sur les marchés mondiaux. Le remède était la *perestroïka* (une restructuration économique). Pour Gorbatchev, cette reconstruction économique devait marquer une rupture avec le **socialisme d'État** et se diriger vers l'économie de marché. Par exemple, une agricultrice ou un agriculteur pourrait posséder une terre et écouler sa production dans les marchés. De la même façon, une entrepreneure ou un entrepreneur pourrait lancer sa propre entreprise et vendre ses produits en fonction de la demande des consommatrices et des consommateurs. Toutefois, cette réforme a sonné le glas des subventions gouvernementales accordées pour les denrées alimentaires et les biens de consommation. Cette mesure s'est avérée impopulaire auprès d'une population russe habituée à une nourriture bon marché.

Pour l'ancienne Union soviétique, passer d'une économie dirigée à une économie capitaliste a cependant été plus difficile que prévu. En 1990, en dépit des initiatives de Gorbatchev, la transition vers l'économie de marché et la propriété privée avait peu progressé. Cela s'expliquait, en partie, par l'opposition féroce des dirigeants communistes plus conservateurs quant aux réformes et, en partie, par l'ampleur démesurée des changements à apporter. Le mécontentement et la frustration devant la lenteur des réformes et

l'inflation galopante qui accompagnait la *perestroïka* étaient généralisés. Les grèves, interdites sous l'ancien régime communiste, se multipliaient : Les gens protestaient contre leurs piètres conditions de vie et de travail. En ces temps de crise économique et d'instabilité, la nourriture était devenue le bien le plus précieux, et elle servait de monnaie d'échange pour obtenir d'autres biens.

Boris Eltsine, le président de la République socialiste soviétique de Russie, est alors devenu le principal adversaire politique de Gorbatchev. Il préconisait un rythme de changement plus rapide. Il souhaitait qu'on passe directement et le plus vite possible à l'économie de marché. La population russe avait besoin de nourriture, de logements et de médicaments, et Eltsine utilisait ces pénuries pour servir sa propre cause contre Gorbatchev.

En 1991, la production industrielle a encore chuté de 20 %, la famine a menacé plusieurs régions du nord du pays et le taux d'inflation augmentait de 2 à 3 % par semaine. Gorbatchev n'a eu d'autre choix que de demander aux pays industrialisés occidentaux de venir à la rescousse de l'économie soviétique. Les États-Unis et l'Allemagne ont accepté de

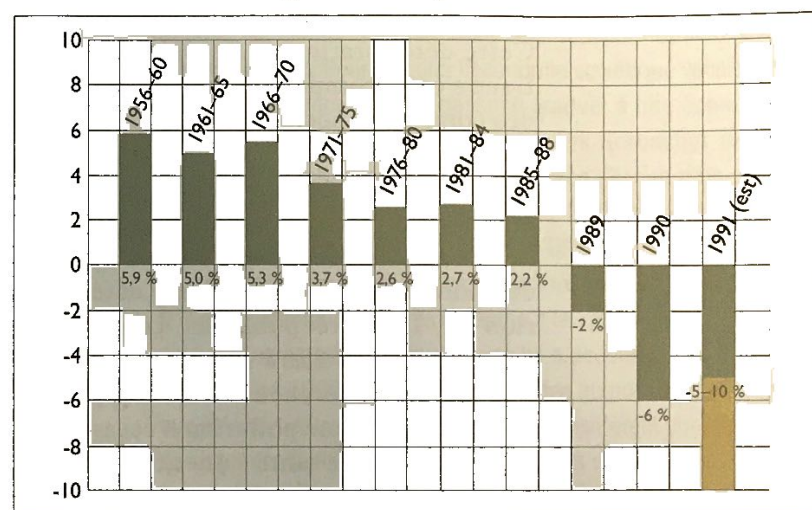


Figure 7.2

Le taux de croissance du PIB soviétique (produit intérieur brut) a décliné jusqu'en 1991. Pourquoi l'économie soviétique a-t-elle connu une baisse si rapide ? (Source : Paul Kennedy, *Preparing for the 21st Century*. © 1993 Paul Kennedy. Publié au Canada par HarperCollins Publishers Ltd.)



Figure 7.3

Le rationnement en Union soviétique a résulté en de longues files d'attente pour les quelques denrées disponibles. Pourquoi les réformes économiques de Gorbatchev et d'Eltsine ont-elles entraîné une telle détérioration de la situation ?

fournir du financement et de l'aide, mais la situation politique à l'intérieur même de l'URSS était si instable que ces pays ont décidé de négocier directement avec certaines républiques soviétiques.

LES PROBLÈMES SOCIAUX DE L'URSS

Cette détérioration de l'économie soviétique s'est accompagnée d'une dégradation des conditions sociales. Tout ce qui avait contribué à la qualité de vie semblait se désagréger. La corruption était à la hausse, et une vague de crimes a balayé le pays.

Le système de santé a commencé à se dégrader, ce qui a entraîné une détérioration de la santé publique. Le taux de mortalité infantile a commencé à augmenter, et l'espérance de vie s'est mise à décliner. L'énorme pollution a occasionné des problèmes de santé à une grande partie de la population soviétique. Dans l'environnement, des niveaux élevés de déchets industriels, de produits chimiques toxiques et de déchets radioactifs — conséquence de

la croissance à tout prix exigée par les communistes — ont créé de graves problèmes écologiques.

Par exemple, en avril 1986, l'explosion d'un réacteur à la centrale nucléaire de Tchernobyl a failli provoquer la fusion du cœur du réacteur. L'explosion, l'incendie et la dissémination de débris radioactifs ont tué ou blessé des centaines de personnes. On a pointé du doigt des défauts de conception et la formation inadéquate du personnel pour expliquer ce désastre. Cette catastrophe, qui a attiré l'attention de l'opinion publique mondiale, a révélé la désuétude de la technologie soviétique et a terni le prestige de l'URSS. En 1993, 8000 personnes étaient mortes de maladies liées aux radiations, et on avait diagnostiqué en plus un million de cas atteints de graves problèmes de santé.

La consommation de vodka, boisson traditionnelle des Russes, est devenue problématique. Entre 1970 et 1980, l'alcool est devenu la troisième cause de mortalité, et il a fait augmenter le taux de divorce et de criminalité. Gorbatchev a lancé une campagne pour contrôler la consommation d'alcool en réduisant la production et la vente de vodka. Ces mesures ont encore accru l'impopularité du leader autant chez les producteurs que chez les consommatrices et les consommateurs.

Ce sont les femmes qui ont été les plus durement touchées par la détérioration des conditions sociales en URSS. Bien que les idéaux communistes prônaient l'égalité entre les sexes, le salaire moyen des femmes ne représentait que 65 % de celui des hommes ; cette situation était comparable à celle de la plupart des pays capitalistes. Comme en Occident, la majorité des femmes travaillaient à l'extérieur du foyer familial, mais sans que leur rôle traditionnel ait réellement changé. Les femmes étaient encore responsables de l'ensemble des tâches domestiques et de l'éducation des enfants. Les problèmes de la condition féminine se sont aggravés avec la crise économique.

Après une journée de travail, les femmes devaient passer de longues heures dans les files d'attente pour obtenir les quelques denrées disponibles.

La politique de la *glasnost* (transparence) proposée par Gorbatchev visait à transformer la société soviétique en société plus ouverte, plus stimulante et plus satisfaisante. L'ouverture des canaux de communication augmenterait la quantité d'information disponible, ce qui rendrait ensuite possible un dialogue éclairé, qui déboucherait au bout du compte sur une meilleure société. L'élimination de la censure, qui a permis la liberté d'information et a donné aux médias le droit de critiquer les

autorités, a été une des décisions majeures prises sous le leadership de Gorbatchev. Grâce à la *glasnost*, on a pu lire les œuvres d'écrivains dissidents, autrefois réduits au silence. De plus, on a scruté à la loupe les faits et gestes des anciens leaders et on a abordé ouvertement dans les médias des problèmes sociaux comme l'itinérance, le chômage, l'abus des drogues et de l'alcool et la prostitution. Gorbatchev a aussi levé l'interdiction qui frappait les médias occidentaux, ce qui a permis à la population de capter les émissions en langue russe de Voice of America et de la BBC. Ironie du sort, cette transparence a favorisé l'apparition de divers groupes d'opposition au gouvernement.

Révision

1. a) Quel était le problème fondamental de l'Union soviétique, selon Gorbatchev ?
b) Quelle était sa stratégie pour remédier à la situation ?
c) Que signifient les mots russes *perestroïka* et *glasnost* ?
2. Énumère quelques problèmes sociaux auxquels faisait face l'Union soviétique. De quelles façons ces problèmes ont-ils contribué à la lenteur des réformes ?
3. Décris l'objectif visé par Gorbatchev avec la *glasnost*.

Le démantèlement d'un empire

LES RÉFORMES POLITIQUES

En 1989, Gorbatchev a organisé des élections libres au Soviet suprême, rompant avec le régime à parti unique imposé par le Parti communiste. Il espérait ainsi donner au Parti communiste une image réformiste susceptible de plaire à la population. Toutefois, les élections se sont transformées en raz-de-marée qui a balayé les députés communistes et porté au pouvoir les candidates et les candidats des nouveaux partis réformistes.

Pour les États satellites d'Europe de l'Est, les événements qui avaient lieu en

Union soviétique ont signifié la désintégration du système communiste. Saisissant l'occasion, ces pays ont proclamé leur indépendance, après avoir passé plus de 40 ans sous l'emprise soviétique. Libres de choisir leur propre destinée, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne ont rejeté le communisme et ont introduit des réformes démocratiques. La Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie ont choisi de conserver un régime communiste. La Yougoslavie a rejeté le communisme, mais le pays a immédiatement sombré dans une guerre civile dévastatrice où la violence a été alimentée par des rivalités ethniques (voir la page 228).

Toutefois, c'est l'Allemagne de l'Est qui a été le théâtre des événements les plus dramatiques.

Les États satellites de l'Union soviétique proclament leur indépendance

Pays	Date	Événements clés
Pologne	1989	En 1989, on tient des élections libres après une série de grèves déclenchées par le mouvement syndical Solidarité. Solidarité forme un gouvernement sous la direction de Lech Walesa.
Allemagne de l'Est	1990	En 1989, on chasse du pouvoir le leader communiste pur et dur Erich Honecker. On tient des élections libres en 1990, et l'Allemagne de l'Est est unifiée à l'Allemagne de l'Ouest.
Hongrie	1990	La nouvelle équipe au pouvoir libéralise les lois et organise des élections multipartites. Les communistes sont défaits à l'occasion d'élections libres qui portent au pouvoir un gouvernement de coalition.
Tchécoslovaquie	1990	Des manifestations et une grève générale forcent le gouvernement communiste à endosser le multipartisme. Václav Havel devient président. On organise des élections libres, et les communistes sont défaits. Des divisions ethniques mènent à la séparation de la Tchécoslovaquie en deux républiques, la République tchèque et la Slovaquie.
Bulgarie	1991	Des manifestations provoquent la chute du gouvernement communiste.
Roumanie	1991	Des manifestations et des sanctions économiques précipitent la chute du dictateur Nicolae Ceausescu. Des élections libres ont lieu.
États baltes (annexés à l'URSS)	1990-1991	Des manifestations en Lettonie, en Estonie et en Lituanie provoquent la tenue d'élections libres et la défaite des gouvernements communistes. Les États baltes se séparent de l'Union soviétique.

Figure 7.5

Dans chaque cas, des élections libres ont consacré la défaite des régimes communistes. Les partis communistes ont dû, à partir de ce moment, briguer les suffrages comme les autres partis politiques.

L'UNIFICATION DE L'ALLEMAGNE EN 1990

Le mur de Berlin a longtemps symbolisé un monde divisé en deux camps par la « guerre froide ». Le 10 novembre 1989, le monde a été fasciné par les images de Berlinoises et de Berlinois perchés au sommet du mur et célébrant son démantèlement. À divers endroits de Berlin retentissait le bruit des masses qui frappaient le mur pour le réduire en miettes. Plus que tout autre événement, cette démolition a marqué la fin symbolique de la « guerre froide ».

La division de l'Allemagne avait toujours été une question majeure de la « guerre froide ». Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Union soviétique avait maintenu une poigne de fer sur l'Allemagne de l'Est. Toutefois, après 1985, l'URSS a retiré son soutien militaire aux gouvernements communistes d'Europe de l'Est. Ce retrait a ravivé les espoirs des Allemandes et des Allemands de l'Est d'une réunification avec l'Allemagne de l'Ouest. Les

manifestations d'appui aux réformes se sont multipliées en Allemagne de l'Est. Face à ces demandes, les dirigeants est-allemands ont fait la sourde oreille, ignorant les appels de Gorbatchev à la *glasnost* et à la *perestroïka*.

En 1989, une marée d'Allemandes et d'Allemands de l'Est s'est ruée vers l'Ouest en passant par la Hongrie et en franchissant la frontière nouvellement ouverte entre ce pays et l'Autriche. Les gens se sont ensuite dirigés vers l'Allemagne de l'Ouest. Face au mécontentement généralisé de la population est-allemande, le chef du Parti communiste et partisan de la ligne dure, Erich Honecker, a été chassé du pouvoir.

Il a été remplacé par un gouvernement plus réformiste qui a ouvert les frontières et a permis à la population est-allemande de voyager. En novembre, le mur de Berlin est tombé. Ces mesures ont réussi à endiguer quelque peu l'exode de la population, mais des milliers de personnes ont malgré tout fui le pays. Le chancelier de l'Allemagne de

« Chaque poteau-frontière a quelque chose d'anxieux. Chacun aspire à porter des fleurs et des feuilles. On raconte qu'il n'y a pas de punition plus grande pour un arbre que de finir poteau-frontière. [...] »
(Traduction libre.)

— Extrait d'un poème d'Eugène Evtouchenko, publié dans un magazine littéraire soviétique en septembre 1985

Portrait

Mikhaïl Gorbatchev (1931-)

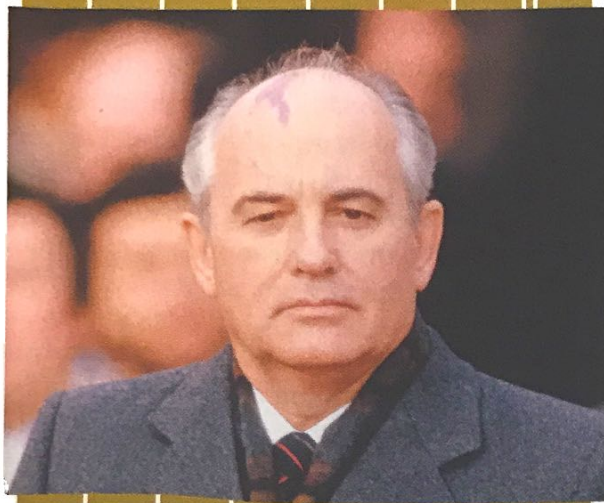


Figure 7.4
Mikhaïl Gorbatchev

Les années au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev (de 1985 à 1991) ont transformé l'Union soviétique et inspiré l'Occident.

« Utilisation de la force ou la menace de s'en servir ne peut plus être et ne doit plus être un instrument de politique étrangère. [...] Nous devons tous, surtout les plus puissants d'entre nous, faire preuve de retenue et exclure totalement l'usage de la force. » (Traduction libre.)

— Mikhaïl Gorbatchev, au cours d'un discours tenu devant l'ONU en décembre 1988

« Il nous apparaît [...] évident que le principe de la liberté de choix est incontournable. S'y soustraire peut entraîner des conséquences extrêmement graves pour la paix mondiale. » (Traduction libre.)

— Mikhaïl Gorbatchev, au cours d'un discours tenu devant l'ONU en décembre 1988

Mikhaïl Gorbatchev est né dans une famille paysanne de la province russe de Stavropol en 1931. Intelligent et ambitieux, il entre à l'Université de Moscou en 1953, où il étudie le droit et joint les rangs du Parti communiste. Après avoir obtenu son diplôme, Gorbatchev retourne à Stavropol pour y amorcer une carrière politique. Voulant élargir ses horizons et augmenter ses chances de promotion à l'intérieur du Parti communiste, il s'est inscrit à un cours d'agronomie par correspondance. Il retourne à Moscou en 1978 à titre de secrétaire en agriculture.

De 1982 à 1985, une série de décès frappe les dirigeants âgés et de plus en plus faibles du parti : Leonid Brejnev en

1982 ; Youri Andropov en 1984 ; Constantin Tchernenko en 1985. Gorbatchev devient alors le principal dirigeant de l'Union soviétique en 1985 (son titre officiel était celui de Secrétaire général du Parti communiste). Son arrivée annonce une nouvelle ère dans la politique soviétique et des changements radicaux sur les plans social, politique et économique. Deux mots sont devenus les symboles de la nouvelle Union soviétique : *perestroïka* (restructuration) et *glasnost* (transparence). La *glasnost* se voulait, comme sa traduction l'indique, une plus grande transparence dans les relations de l'URSS avec d'autres pays. Pendant toute la « guerre froide », en effet, les relations internationales avaient suscité une grande méfiance à l'égard de l'Union soviétique que l'on soupçonnait de toujours vouloir nourrir des intérêts cachés.

En 1986, Gorbatchev s'est engagé dans la voie du désarmement et de la paix mondiale en proposant un plan permettant d'éliminer les armes nucléaires dès l'an 2000. Ses propositions ont abouti à la conclusion, en 1987, d'un accord historique soviéto-américain qui a mis officiellement fin à la « guerre froide ».

Le Parti communiste avait le monopole du pouvoir, et cela, pour Gorbatchev, nuisait au processus de réforme. Il a donc organisé des élections libres au Soviet suprême (parlement) en 1989. Il a créé le nouveau poste de président de l'URSS. Dorénavant, le pays serait dirigé par un gouvernement élu et non par une dictature communiste. De plus, il ne s'est pas opposé au démantèlement des régimes communistes de l'Europe de l'Est. Pour stimuler l'économie soviétique vacillante, Gorbatchev a encouragé le passage graduel à une économie de marché. Toutefois, les critiques envers Gorbatchev et ses réformes se multipliaient. En 1991, après l'échec d'un coup d'État des communistes conservateurs, Gorbatchev a démissionné de son poste de président de l'URSS.

Gorbatchev a fait évoluer les relations internationales vers une ère postdétente et a mis un terme à la « guerre froide ». Pour souligner sa grande contribution, on lui a accordé le prix Nobel de la paix en 1990. Bien que son passage au pouvoir n'ait duré que six ans, beaucoup de personnes le considèrent comme l'un des hommes politiques les plus importants du xx^e siècle.

Réactions

1. Décris les réformes que proposait Gorbatchev pour l'Union soviétique.
2. Pourquoi Gorbatchev a-t-il reçu le prix Nobel de la paix ? Selon toi, méritait-il ce prix ?

La rivalité et la crise en Union soviétique

LA RIVALITÉ POLITIQUE

Ironiquement, la popularité de Gorbatchev était plus grande en Occident que dans son propre pays. Avec sa femme Raïsa, il a parcouru le monde, charmant le public et s'attirant les éloges de la presse. Pour l'Ouest, Gorbatchev incarnait l'espoir d'un monde de paix. En 1988, sa décision de retirer les troupes soviétiques d'Afghanistan, après huit années d'enlèvement dans le conflit, a constitué une éclatante démonstration de son engagement pour la paix.

L'Ouest a perçu Gorbatchev comme un dirigeant progressiste, mais les critiques se sont faites de plus en plus vives en Union soviétique, quant à la lenteur de ses réformes. En 1991, beaucoup de personnes ont eu l'impression qu'il essayait non pas de diriger le processus de réformes, mais de le ralentir. Pourtant, les communistes jugeaient qu'il était déjà allé trop loin. Les dirigeants des diverses républiques, comme Boris Eltsine, n'ont pas hésité à exploiter la vulnérabilité de la position de Gorbatchev à leur propre avantage.

Boris Eltsine était le principal rival de Gorbatchev. Les deux hommes préconisaient les réformes, mais leurs approches étaient différentes. Gorbatchev voulait introduire des changements majeurs en Union soviétique en réformant le communisme. De son côté, Eltsine croyait que le système communiste était la source même du problème et devait de ce fait être éliminé. Selon lui, les réformes devaient être rapides et radicales.

À titre de président de la Russie, la plus grande république soviétique, Eltsine a pu adopter rapidement des réformes pour créer une économie de marché. Une « guerre juridique » a toutefois éclaté lorsque Gorbatchev a tenté de neutraliser Eltsine à coups de lois. Eltsine a contre-attaqué en décrétant que les lois russes avaient préséance sur les lois soviétiques.

En 1991, au cours d'une élection démocratique, on a élu Eltsine président de la République de Russie, lui donnant une victoire écrasante sur son rival communiste. Eltsine bénéficiait dorénavant du soutien du peuple russe. Gorbatchev, de son côté, n'avait pas été élu par le peuple. Son ascension vers le pouvoir s'était faite à l'intérieur du Parti communiste. De plus, sa popularité avait souffert du ralentissement économique et de son incapacité à hausser le niveau de vie des Russes. Politiquement, il est tombé en disgrâce. Les conservateurs l'ont accusé de s'être vendu aux radicaux, et les radicaux l'ont accusé de s'être vendu aux conservateurs. Toute réconciliation entre les deux camps était dorénavant impossible. Gorbatchev devait choisir un côté ou l'autre du spectre politique. Les nominations politiques qu'il a effectuées pendant les six premiers mois de 1991 ont indiqué qu'il se rangeait du côté du conservatisme pur et dur.

LE COUP D'ÉTAT DE MOSCOU

Au mois d'août 1991, le monde a été sur le qui-vive : On a attendu le dénouement des événements dramatiques qui se sont déroulés à Moscou sur une période de sept jours. Un petit groupe de conservateurs purs et durs — tous détenteurs d'un poste important — ont tenté un coup d'État pour renverser Gorbatchev et écraser le mouvement réformiste.

Tout a commencé le dimanche 18 août. Les meneurs communistes du coup d'État ont d'abord séquestré Gorbatchev à sa résidence ou plus précisément dans sa *datcha* (maison de campagne) de Crimée. Conscients qu'ils devaient aussi éliminer le groupe de réformistes radicaux dirigé par Eltsine, les partisans et les partisans de la ligne dure ont ordonné aux blindés de l'armée de sillonner les rues de Moscou. Ces blindés devaient ensuite prendre position autour de certains bâtiments clés, notamment le parlement de Russie, où Eltsine et ses partisans avaient trouvé refuge.

« Votre vœu le plus cher est que la structure de notre État et de notre système idéologique reste immuable, qu'elle demeure ce qu'elle a toujours été depuis des siècles. Mais l'histoire ne fonctionne pas de cette façon. Chaque système trouve une façon de croître ou de disparaître. »

(Traduction libre.)

— Alexandre Soljenitsyne,
extrait de sa *Lettre aux dirigeants soviétiques*
(1973)

Portrait

Boris Eltsine (1931-)



Figure 7.8
Boris Eltsine

Boris Eltsine s'est imposé comme dirigeant du peuple russe à un moment critique de l'histoire de la Russie. Quand le communisme soviétique a amorcé un processus d'autodestruction, Eltsine a proposé une solution audacieuse qui a séduit une population qui cherchait avec désespoir le changement.

« Le renversement de l'État communiste par Eltsine est davantage une révolution de palais qu'une véritable révolution. »
(Traduction libre.)

— Lilia Shevtsova, *Current History*, octobre 2000

Boris Eltsine est né en 1931 à Sverdlovsk, en URSS. Après des études en ingénierie, il a travaillé à divers projets de construction entre 1955 et 1968. Il n'a joint les rangs du Parti communiste qu'à l'âge de 30 ans. En 1985, Mikhaïl Gorbatchev, le nouveau secrétaire général du Parti communiste, a fait venir Eltsine à Moscou et lui a confié le poste de premier secrétaire du comité du Parti pour la ville de Moscou (l'équivalent du maire de la ville).

Eltsine s'est immédiatement associé à l'aile réformiste du Parti communiste dirigée par Gorbatchev et il a engagé un bras de fer avec la bureaucratie du parti. Son attitude mordante et dominatrice lui a valu de nombreux ennemis. Mais c'est surtout son impatience quant au rythme des réformes — la *perestroïka* de Gorbatchev — qui l'a mis dans une situation délicate.

Le 21 octobre 1987, Eltsine a scandalisé le comité central du Parti communiste en démissionnant de son poste pour protester contre la lenteur des réformes. Cette dissidence publique a été un défi lancé directement à Gorbatchev.

Eltsine a quitté le Parti communiste en 1990 et est devenu président de la Fédération de Russie le 12 juin 1991. Le 8 décembre 1991, il a fondé la Communauté des États indépendants (CEI), ce qui a mis fin aux efforts de Gorbatchev pour sauver l'URSS.

En tant que chef du nouvel État indépendant de Russie, Eltsine a fait face à de nombreux problèmes. Sa popularité a fondu comme neige au soleil lorsqu'il a proposé un plan radical de réforme qui visait à implanter une économie de marché en Russie. En décembre 1994, Eltsine a dépêché des troupes dans la région musulmane de Tchétchénie pour y mater une rébellion séparatiste. Ce conflit sanglant a dégénéré en problème chronique et humiliant pour la Russie.

Au moment de l'élection présidentielle de juin 1996, on ne s'attendait pas à ce qu'Eltsine fasse bonne figure. Il avait été victime de deux crises cardiaques, et sa popularité était au plus bas en raison de la guerre en Tchétchénie et des difficultés liées à sa réforme économique. Il a cependant refusé d'abdiquer. Pour influencer l'électorat russe en sa faveur, il a engagé des consultants politiques américains, des spécialistes du « conditionnement médiatique ». Ces derniers ont importé des techniques de marketing politique mises au point au moment d'élections américaines. La stratégie a fonctionné : Eltsine a remporté l'élection.

Toutefois, l'alcoolisme d'Eltsine a commencé à nuire à son travail. Il a embarrassé autant ses amis que ses ennemis en se présentant à des cérémonies officielles en état d'ébriété. Vers la fin de son second mandat, son état de santé s'est aggravé. Au sujet d'Eltsine, Lilia Shevtsova a déclaré que « ce politicien puissant et charismatique s'était peu à peu mué en vieillard pitoyable et impuissant ». Vladimir Poutine a remplacé Eltsine en décembre 1999.

Réactions

1. Pourquoi Eltsine a-t-il quitté le Parti communiste ?
2. Es-tu d'accord avec l'énoncé voulant qu'Eltsine ait été davantage un chef révolutionnaire qu'un président ? Pourquoi ?

Avant même qu'éclate une violente confrontation, Eltsine est sorti du Parlement et a grimpé sur un char d'assaut. Dans un geste audacieux, il a défié du regard les soldats et les miliciens qui l'entouraient et a annoncé que l'armée appuyait le peuple et n'attaquerait pas les défenseurs de la démocratie. Les équipages des blindés ont rompu les rangs pour se disperser.

Les tactiques utilisées par les conservateurs indiquaient un retour au style répressif de Staline. En réaction, des milliers de personnes se sont rassemblées devant le Parlement russe. Pendant deux jours, des Soviétiques non armés qui appuyaient Eltsine et la démocratie ont affronté des forces anti-émeutes armées jusqu'aux dents. Finalement, les instigateurs du coup d'État ont craqué, et le putsch a échoué.

Le jeudi 22 août, Gorbatchev est rentré à Moscou. Les événements de la semaine avaient toutefois sérieusement érodé son pouvoir. Aux yeux de la population, Eltsine était maintenant le véritable chef. Sans hésiter, celui-ci a dominé la situation, louangeant ceux et celles qui avaient défendu la démocratie et promettant de punir les personnes qui avaient appuyé le putsch. Eltsine a tenu les communistes entièrement responsables du coup d'État. Il a annoncé des mesures pour neutraliser l'influence communiste en Russie, et il a remplacé le drapeau soviétique par le drapeau traditionnel russe. Dans les rues, les foules en liesse ont chanté le nom d'Eltsine.

Trahi par son propre parti, Gorbatchev a remis sa démission comme secrétaire général le samedi et a recommandé la dissolution du Parti communiste.



Figure 7.9

Pendant la tentative de coup d'État du mois d'août 1991, la population de Moscou est descendue dans les rues pour demander aux soldats de l'armée de rentrer dans leurs camps. Comment les soldats ont-ils réagi ?



Figure 7.10

Après le coup d'État raté, Gorbatchev a présenté une proposition au Congrès des députés du peuple (la Douma) de l'URSS pour transformer l'Union soviétique en confédération décentralisée. Toutefois, le coup d'État lui avait enlevé son autorité. Quelles ont été les autres conséquences du coup d'État de Moscou ?

LES EFFETS DU COUP D'ÉTAT DE MOSCOU

La tentative de coup d'État du mois d'août a eu des conséquences dramatiques. Avant cet événement, les dirigeants conservateurs du Parti communiste avaient tenté de bloquer le nouveau traité d'union, dont la signature était prévue le 20 août. Gorbatchev avait fait le pari que le seul moyen d'éviter l'éclatement de l'Union Soviétique était de donner plus d'autonomie aux républiques et de mettre fin à la centralisation du pouvoir au Kremlin. Les communistes conservateurs s'opposaient à ce transfert de pouvoir, car ils avaient peur d'affaiblir l'Union soviétique. La tentative de coup d'État a montré les fai-

bles du gouvernement central et provoqué une vague nationaliste dans beaucoup de républiques. À la fin du mois d'août, la plupart des républiques ont déclaré leur indépendance à l'égard de l'Union Soviétique.

Le coup d'État a également sapé le pouvoir du gouvernement central de l'URSS. Gorbatchev, trahi par son propre parti, a perdu la confiance du peuple. Eltsine, qui faisait figure de héros après avoir défié les communistes et défendu avec succès la démocratie, a su profiter de l'occasion pour discréditer Gorbatchev. C'est donc surtout le coup d'État qui a précipité la fin du communisme soviétique, de l'Union soviétique et de la présidence de Gorbatchev.

LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS

Le 7 décembre 1991, Eltsine a rencontré les dirigeants de l'Ukraine et de la Biélorussie à Minsk, capitale de ce dernier pays. Le lendemain, les trois chefs ont déclaré que l'Union soviétique n'existait plus et qu'elle était remplacée par la nouvelle Communauté des États indépendants (CEI). Le 21 décembre, 11 républiques ont signé un accord pour joindre les rangs de la CEI; seules la Géorgie et les trois républiques baltes de Lettonie, de Lituanie et d'Estonie ont décliné l'offre. (En octobre 1992, l'Azerbaïdjan a voté un retrait de la Communauté.) L'Union soviétique a été officiellement dissoute le 1^{er} janvier 1992.

Grâce à la CEI, on a évité que la disparition de l'Union Soviétique n'entraîne un chaos économique et politique. La CEI se voulait aussi un exemple de **supranationalisme** russe qui transcendait les frontières pour relier des individus à des idées ou à des mouvements. Officiellement, la CEI était une fédération décentralisée d'États qui entretenaient des liens économiques et militaires tout en permettant aux populations nationales d'exercer un contrôle sur leur propre gouvernement. Mais, rapidement, des problèmes causés par les intérêts divergents des divers groupes religieux, ethniques et nationaux ont surgi. Les petits États ont été coincés entre le gigantesque aimant russe et leur désir d'**autodétermination**, c'est-à-dire leur volonté de prendre leur sort en main. Bien que la plupart des républiques aient été très heureuses de s'engager dans la voie de l'indépendance, elles devaient aussi faire face à une triste réalité : Elles ne faisaient plus partie, désormais, d'une superpuissance.

LA VIE APRÈS LE COMMUNISME

Tous les États nouvellement indépendants, y compris la Russie, avaient de grands défis à relever dans trois domaines : les réformes politiques, la stabilisation de l'économie et les relations entre les diverses communautés ethniques. Après

la chute du communisme, les gens ont revendiqué la démocratie et ont demandé l'amélioration du niveau de vie. Toutefois, après 70 ans de contrôle totalitaire communiste, adopter la démocratie et établir une économie de marché représentait un problème colossal. En Russie, un vaste fossé s'était creusé entre Eltsine et le vieux parlement communiste.

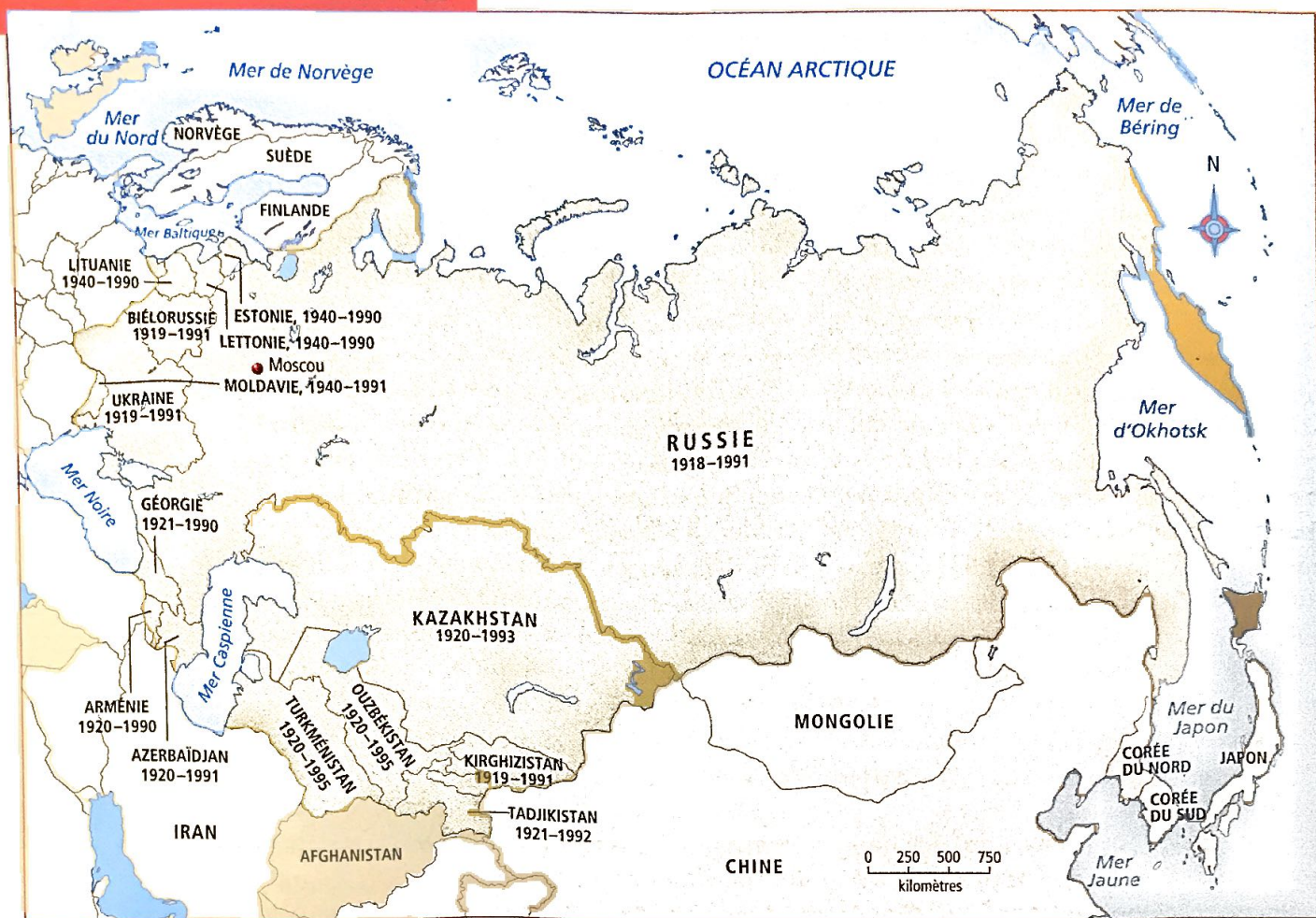
De plus, la population russe n'avait jamais vécu dans un environnement de capitalisme concurrentiel. Les changements rapides et radicaux occasionnés par le passage à une économie de marché ont provoqué un chaos économique. La mise en place d'une économie de marché a entraîné une inflation galopante, un chômage élevé et une pauvreté généralisée. Habitues à la sécurité offerte par les prix subventionnés, par le marché contrôlé par l'État et par l'emploi garanti, certaines personnes ont rejeté le nouveau système capitaliste. Cependant, la majorité des gens ne voulaient pas retourner au communisme, jugeant que la promesse d'une éventuelle hausse du niveau de vie valait les sacrifices à court terme.

LA DIVERSITÉ ETHNIQUE ET LES CONFLITS

Dans l'ancienne Union soviétique, il y avait 50 nationalités, 100 langues différentes, 5 alphabets et un bon nombre de religions. La plupart de ces groupes étaient peu nombreux, mais leur culture était plusieurs fois centenaire, voire millénaire. Dans la plupart des cas, le gouvernement soviétique avait encouragé ces groupes à conserver leur langue et à protéger leur identité culturelle. Toutefois, leurs droits politiques étaient restreints, et les activités séparatistes étaient réprimées par le gouvernement centralisé de Russie, dominé par les communistes.

Après l'accession au pouvoir de Gorbatchev et l'implantation de la politique de la *glasnost*, les minorités disséminées un peu partout en Union soviétique ont commencé à se faire entendre.

ÉTUDE DE CARTE

**Figure 7.11**

L'ancienne Union soviétique

Cette carte indique le début et la fin du communisme dans les 15 républiques de l'ancienne Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Ces républiques, ou soviets, étaient dominées par le soviét russe et le gouvernement central de Moscou. La République russe était de loin la plus grande et la plus influente. Aujourd'hui, les anciennes républiques soviétiques sont des États indépendants. Toutefois, la Russie demeure la puissance principale de la région.

Interprétation

1. À quel moment le communisme soviétique a-t-il pris fin en Russie ?
2. Combien de républiques ont conservé le système communiste après la dissolution de l'Union soviétique ?
3. À l'aide d'une encyclopédie ou d'un atlas, trouve quelle république est la plus importante selon la population et selon la superficie après la Russie.
4. D'après toi, quelles circonstances, dans l'avenir, pourraient inciter la Russie à reprendre le contrôle politique direct de ces nouvelles républiques ?

À la fin des années 1980, comme le pouvoir du Parti communiste et du Kremlin diminuait, des groupes nationalistes locaux ont commencé à revendiquer leur indépendance. Des luttes de pouvoir et des disputes territoriales ont alors éclaté entre des groupes rivaux dans de nombreuses régions de l'Union soviétique.

Avec la dissolution de l'Union soviétique, les conflits frontaliers et linguistiques ainsi que de nombreux autres problèmes ont menacé la coexistence pacifique entre les divers groupes ethniques. Dans certaines régions, par exemple en Tchétchénie, au sud de la Russie, des rivalités et des conflits de nature ethnique ont dégénéré en guerre civile, et l'armée russe est intervenue directement.

LA RUSSIE AUJOURD'HUI

La Russie est officiellement redevenue une nation quand l'Union soviétique a été dissoute, le 1^{er} janvier 1992. Depuis, la Russie a été aux prises avec d'énormes problèmes politiques, économiques et sociaux. Ce pays avait toujours été plus pauvre que les pays occidentaux, mais l'écart entre les riches et les pauvres s'est accentué. En 2002, on comptait 57 restaurants McDonald's à Moscou, mais beaucoup de gens ordinaires n'avaient pas les moyens d'y manger. Les marchés regorgent de produits de luxe, mais seules les personnes riches peuvent se les offrir. On estime que 40 % des Russes vivent sous le seuil de la pauvreté.

La Russie, qui était naguère une superpuissance militaire, ressemble maintenant à un pays en développement. Vladimir Poutine a été nommé premier ministre en 1999. En 2000, Poutine a estimé qu'avec une croissance annuelle de 8 % sur une période de 15 ans, la Russie atteindrait un statut économique équivalent à celui du Portugal, le pays le plus pauvre d'Europe. Le PIB actuel de la Russie est à peine supérieur à celui de l'Ontario.

Depuis l'effondrement du communisme, la Russie a progressé dans certains domaines.

POUR L'INTERNAUTE

WWW.DLCMCGRAWHILL.CA

Rends-toi à l'adresse ci-dessus. Tu y trouveras des sites qui contiennent des articles et des textes intéressants sur les conflits internationaux actuellement en cours. Mis à jour quotidiennement, ils proposent des reportages et des textes d'opinion sur les événements mondiaux. Tu peux également consulter des archives constituées d'anciens textes d'opinion.

Choisis dans ces archives un conflit international qui se déroule actuellement. Par exemple, si tu tapes « Tchétchénie » dans la zone de recherche, tu obtiendras une liste de titres d'articles de journaux accompagnés d'une brève description et de la date de publication. Choisis au moins deux articles qui portent sur ton sujet, puis résume chacun par écrit. Quelle est l'opinion exprimée dans chaque article par rapport au conflit ? Les opinions exprimées sont-elles différentes ? Si oui, de quelle façon ? Que penses-tu de ces opinions ?



Figure 7.12

Vladimir Poutine et Jean Chrétien au moment du sommet du G8 qui s'est tenu à Kananaskis, en Alberta, les 26 et 27 juin 2002. Interrogé sur les problèmes économiques actuels de la Russie, Poutine a déclaré : « Il n'y a aucune raison que le succès nous monte à la tête [...] nous avons seulement réussi à ne pas creuser davantage l'écart qui nous sépare des autres pays. » De quelle façon ces rencontres prestigieuses aident-elles la Russie à conserver son statut de puissance mondiale ?